

Nr. 5 (30.06.2004)

BELGIQUE Programme de religion catholique dans l'enseignement secondaire.....	2
BRASIL O marco pedagógico do ensino religioso na escola católica.....	3
CH / ZÜRICH Ripensare l'lr partendo da le scienze della religione e dalla teologia.....	4
CH / TICINO Corsi in comune tra classi di religione diversa. Una proposta islamica.....	4
CH / NEUCHÂTEL Un programma per l'insegnamento delle culture religiose.....	5
ESPAÑA La LOCE, incluso la nueva material SCR, entra en vía muerta.....	6
FRANCE L'enseignement du fait religieux dans le système éducatif laïque.....	6
ITALIA Conclusioni e prospettive dell'XI sessione del Forum europeo.....	8
Problemi e riflessioni dopo la conquista del ruolo.....	9
La riforma della scuola nelle aspettative dei vescovi.....	9
LITUANIE La situation de l'enseignement religieux scolaire: l'évolution récente.....	10
MALTA L'enseignement du fait religieux, une voie d'éducation à la tolérance.....	11
PORTUGAL Nota breve sobre o ERMC	12
brevi ?en bref ?en breve ?kurznachrichten ?newsflashes Barcelona – Berna – Lisboa – London – Milano – Mosca – Paris – Roma – Southwark/Kent	13

Dear Readers,

Our last assembly at Carini-Palermo (14-18 April) approved and encouraged the initiative of this European Newsletter on RI. The aim, first and foremost, remains that of sharing information among ourselves, from country to country, about the evolution of didactic practice in RI, about ways it is being treated in legal and pedagogical practice, about the cultural debate which school-based religious instruction, Catholic and non-Catholic, stirs up in our civil societies and within the Churches.

I recall once more a few guidelines for collaborating:

1. All those receiving this Bulletin are freely invited to collaborate.
2. You can collaborate by sending:
 - i) brief items about what's happening in RI in your country
 - ii) political or church documents concerning RI
 - iii) significant national press articles on the topic
 - iv) notices of books, academic articles, websites, etc.
3. Languages accepted are as follows: English, French, German, Spanish, Portuguese, Italian.
4. EuForNews is edited and sent at the end of each term (31 March, 30 June, 30 Sept., 31 Dec.).

There are websites that have included EuForNews on their permanent menu [e.g.: www.lumenonline.net; www.olir.it/news; www.rivistadireligione.it], and other sites will be doing so shortly.

Special thanks to Mireille Estivalèzes, Miguel-Ângelo Gomes, Sergio Junqueira, Giedre-Rita Rugevičiute, Paolo Sala, who have generously contributed to the appearance of this number.

Happy reading to all subscribers, and a peaceful summer's rest.

Rome, 30 June 2004

Flavio Pajer

BELGIQUE – Programme de religion catholique dans l'enseignement secondaire

BE05 – [...] Les objectifs* des cours de religion catholique donnés dans les écoles secondaires de Belgique francophone ont été profondément renouvelés par la promulgation d'un nouveau « Programme » (*Programme de religion catholique*, Licap, Bruxelles 2003, 169 pages ; voir aussi le texte introductif publié précédemment : *Introduction. Finalités et référentiel de compétences*, Licap, Bruxelles 2001). Ce texte préparé par une équipe de spécialistes et promulgué par l'épiscopat en 2003 constitue le référent officiel pour l'ER scolaire. Une des caractéristiques qui a retenu le plus l'attention des premiers commentateurs est le fait que les auteurs associent l'objectif ultime du cours de religion à une recherche de sens et il proposent que cette démarche vers le sens se fasse en rencontrant divers courants de pensée et diverses traditions religieuses. On notera au passage que le texte officiel opte pour parler de « dialogue interconvictionnel » plutôt que de dialogue inter-religieux.

Les premiers manuels qui paraissent pour aider les enseignants à appliquer ces nouvelles consignes développent généralement des processus méthodologiques très structurés. Le cadre le plus habituel est sans doute celui de la pédagogie dite d'appropriation (parfois appelée de réappropriation de sens) qui propose une démarche établie en cinq étapes (cf. les travaux de E. Ernens, 1989 ss). D'une manière ou d'une autre chacune d'entre elles rencontrera les exigences d'un questionnement religieux dans un cadre pluraliste et démocratique. Une sommaire présentation de cette structure à cinq étages le montrera assez bien. La mise en route d'une séquence au cours de religion (1^{ère} étape : temps d'éveil, de motivation et de questionnement) est fondamentale. Il s'agit ici de faire émerger les représentations (sentiments, préjugés, connaissances) des élèves, en les entendant et en les respectant. Le travail consistera plus tard à faire progresser ces représentations, à peut-être provoquer des déplacements. Ce discernement initial conduit à identifier une (voire plusieurs) question précise qui va être travaillée (on appelle souvent cet incitant une 'situation-problème') et à établir les objectifs visés en l'occurrence : élèves et professeurs déterminent au niveau des connaissances, des habiletés et des attitudes ce que l'on va chercher à apprendre et à faire.

La deuxième étape consiste à rechercher, puis à analyser des documents en fonction de la tâche à réaliser (=temps de documentation et d'exploration). La volonté est ici de travailler avec tout le sérieux possible des documents variés quant à leurs natures (écrits, visuels, sonores, électroniques, mais aussi visites et rencontres) et à leurs options. On insiste pour que des textes aux contenus philosophiques ou religieux soient retenus. Les textes chrétiens auront ici une large place, mais ne seront pas proposés en concurrence avec les autres.

Les élèves et leur enseignant passent ensuite par un travail que l'on peut qualifier de discernement critique (troisième étape : temps de confrontation et d'analyse). Les élèves apprennent à distinguer des convergences et des originalités entre les sources analysées. Ils peuvent percevoir des compatibilités ou des oppositions entre diverses manières de situer un enjeu humain ou social. Le propos de ce moment est de valoriser la logique interne aux points de vue rencontrés. Il est également d'inciter les élèves à l'expression et au débat en classe à partir des découvertes déjà entamées.

La séquence arrive ensuite à un temps où la valorisation de la liberté individuelle, de l'autonomisation et de la responsabilisation est prépondérante (4^{ème} étape : temps de réappropriation, intégration, production, synthèse). Les élèves sont maintenant conviés à se situer personnellement vis-à-vis de la question travaillée. Est-ce que tout ceci a du sens pour moi ? Est-ce viable ? Quel type de femme ou d'homme ai-je envie d'être ? Suis croyant ? Etc. Qu'on comprenne bien les intentions des concepteurs de cette méthode : il ne s'agit pas ici de violenter des adolescents, de les forcer à adhérer, mais de les aider à se situer chacun. J'ajoute deux considérations : d'abord, ce temps de l'intégration est sans doute nécessaire pour que chacun soit capable, dans une société de débat contradictoire, d'exposer quels sont ses choix, ses valeurs, sa foi. En outre, cette capacité d'intégrer va de pair avec celle de les exprimer face à d'autres qui ne les partagent pas forcément. Le lieu scolaire, dans son pluralisme de fait, constitue ainsi un lieu important d'éducation et d'éveil au respect des choix philosophiques et religieux.

Enfin ce parcours structuré se termine par un temps d'évaluation : les séquences avaient débuté par un éveil et par la négociation des objectifs. Elles se concluront donc par une relecture de ceux-ci : la classe a-t-elle rejoint les buts qu'elle s'était fixés ?

On le voit, dans leur souci de légitimer l'importance d'un cours de religion au sein des écoles publiques belges, les concepteurs du Programme et les enseignants qui publient des manuels de mise en application acceptent de créer un espace dans lequel les différentes traditions culturelles qui marquent notre histoire puissent s'exprimer. Ils entendent par là manifester que les religions ne renoncent nullement l'idéal de dialogue et de débat si cher à nos démocrates.

Henri Derroitte

* Passage d'une conférence que l'Auteur - directeur de l'Institut international Lumen Vitae de Bruxelles - a donnée dans le cadre du congrès de l'Equipe européenne de catéchèse, Budapest, 26-31 mai 2004.

BRASIL – O marco pedagógico do ensino religioso na escola católica

BR02 – Campinas/São Paulo, junho de 2003 – *O III Seminário nacional para professores de Ensino religioso de escolas católicas, organizado pela AEC do Brasil em parceria com a AEC de São Paulo e a Conferência nacional dos Bispos do Brasil, realizou-se em Campinas, em São Paulo. A partir das discussões foi elaborada a “Declaração do III Seminário nacional de Ensino religioso na Escola católica”:*

- Assumimos o Ensino religioso como componente curricular em todas as suas implicações legais. Reconhecido como área de conhecimento, tenha como objeto de estudo o fenômeno religioso e como finalidades: buscar em consunto com outras disciplinas, o desenvolvimento integral do ser humano, incluídas a autotranscendência e a abertura ao Absoluto; a descoberta e a compreensão do fenômeno religioso; o cultivo da dimensão religiosa e da espiritualidade; a busca profunda do sentido da existência do ser humano e de suas conseqüências na convivência social.
- Considere as contribuições de outras áreas afins do conhecimento (antropologia, psicologia, pedagogia, sociologia da religião, ciência da religião, teologias...), a compreensão sistemática e complexa do mundo, como comunidade orgânica de vida; a superação da fragmentação e compartimentalização das experiências e da realidade; a relação entre ciência e fé; o pluralismo religioso; a exploração do campo simbólico; os eixos temáticos sugeridos pelos Parâmetros Curriculares Nacionais; culturas, tradições, textos sagrados, ritos e ethos das diversas religiões.
- A metodologia, sem proselitismo ou sectarismo, busque ser dialógica e contextual, parta das experiências e dos conhecimentos prévio dos educandos, conecte informação-reflexão-ação; use linguagem apropriada ao saber religioso; atente para as faixas etárias; valorize o ensino com pesquisas, projetos, transversalidade, multi-e interdisciplinaridade.
- O Ensino religioso seja considerado, esclarecido e assumido no projeto político-pedagógico da escola. O setor pedagógico invista na formação do educadores, oriente os planos de trabalhos, participe da organização curricular deste componente.
- Assim entendido, o Ensino religioso seja oferecido a todos os educandos da escola católica, como prioridade básica e indispensável à formação do cidadão.
- A Escola católica, para garantir sua identidade cristã e sua fidelidade à missão, articule a pastoral escolar oportunizando, em seu âmbito, ações evangelizadoras e práticas pastorais”.

[cf. *Revista Educação em Movimento*, Associação de Educação Católica do Paraná, Curitiba, vol.3, n.7, jan.-abril 2004, 57-60; www.aecparana.com.br; e-mail: aecpr@bsi.net.br].

CH / ZÜRICH – Ripensare l'IR partendo dalle scienze della religione e dalla teologia

CH12 - Zürich, dicembre 2003. Nel nostro Cantone il dibattito sull'IR nelle scuole si è finora sviluppato soprattutto attorno al problema di chi è o deve essere legittimato a impartire questo tipo di conoscenze: un discorso quindi incentrato sull'autorità che garantisce contenuti e forme di tale disciplina. Le chiese tradizionalmente maggioritarie sul nostro territorio? I rappresentanti delle maggiori comunità religiose presenti sul territorio? Tutti i rappresentanti di gruppi definiti 'religiosi'? Oppure docenti incaricati dallo Stato? La discussione è accesa e ancora aperta: le diverse posizioni si stanno profilando. In questo contesto la questione dei contenuti passa piuttosto in secondo piano, visto che, bene o male, vengono dati per scontati. Nella discussione attuale la religione è di solito definita implicitamente o esplicitamente come espressione universale del sacro e concretizzata nelle sue manifestazioni monoteistiche, vale a dire il cristianesimo, l'ebraismo, l'islam. Questo – in una sintesi certamente semplificata – lo stato della questione.

Duplici profili del sapere religioso - A livello accademico lo studio della religione è affidato tradizionalmente a due materie: da una parte la *teologia*, che in Europa è incentrata sul cristianesimo nelle sue peculiarità confessionali, e dall'altra le *scienze della religione*, disciplina meno conosciuta pur essendo rappresentata ormai da più di un secolo nelle università europee. Semplificando ancora, si potrebbe dire che teologia e scienze della religione si muovono in parallelo, in quanto entrambe curano un approccio scientifico al fenomeno della religione. Così facendo esse si staccano in modo esplicito dalla religione nella sua dimensione vissuta, per concentrarsi sulla riflessione, studiando la religione nelle sue più svariate manifestazioni storiche e contemporanee. La differenza sostanziale tra le due materie sta invece nel punto di vista dal quale viene sviluppata la riflessione scientifica: la teologia propone un approccio da un'ottica 'interna' (il teologo è uno specialista che approfondisce la propria tradizione religiosa, non forzatamente, ma spesso con l'intenzione di trasformare e adeguare i contenuti religiosi alle nuove realtà in cui vengono

vissuti); le scienze della religione invece descrivono le tradizioni e i fenomeni religiosi da un punto di vista 'esterno': l'attenzione è rivolta all'analisi scientifica delle forme storiche e contemporanee della religione in quanto aspetti della cultura, della società, dell'individuo. In linea di principio lo studioso in scienze della religione è tenuto, nella sua funzione di specialista, a non interagire con i fenomeni che sta descrivendo, siano essi a lui noti dalla propria pratica religiosa oppure scelti come meri temi di studio.

Le scienze della religione - Questa caratteristica delle scienze della religione si rispecchia non da ultimo nella sua collocazione all'interno delle università: spesso la materia, pur avendo uno statuto indipendente, è inserita nelle facoltà teologiche (soprattutto nei paesi dove, come in Svizzera, la teologia è una facoltà delle università statali); nella maggior parte dei casi fa parte o delle facoltà di lettere o delle scienze della cultura oppure delle scienze sociali. Le scienze della religione costituiscono per definizione un punto di incontro di molte discipline e metodologie come la storia delle varie tradizioni religiose, la sociologia, l'etnologia e la psicologia delle religioni. Spesso chi lavora in questo ambito si occupa sia di manifestazioni religiose storiche e/o contemporanee sia di metodologia e di problemi sistematici riguardanti la definizione di un fenomeno complesso e vario come la 'religione'. Queste considerazioni sulla formazione dei vari specialisti in materia di religione e religioni sono qui mirate ad approfondire le due questioni evidenziate all'inizio: il tema dell'autorità che garantisce la qualità dell'insegnamento della religione nella scuola e quella dei contenuti.

Quale autorità può legittimare l'IR? - La religione è un fenomeno che appartiene alla storia e al presente. Da che punto di vista affrontarlo? Da quello scientifico interno all'una o all'altra tradizione religiosa e quindi da un'ottica teologica? Oppure deve essere affidato a esponenti delle scienze della religione che trasmettono un insegnamento scientifico da un'ottica esterna? Uno sguardo ai modelli sperimentati finora dimostra che entrambe le vie sono praticabili ma radicalmente differenti, soprattutto per quanto riguarda il controllo dei contenuti e delle forme didattiche coinvolte nell'insegnamento primario, secondario e superiore. Nel primo caso sono le comunità religiose che vegliano sulla formazione dei propri insegnanti, ovviamente con una supervisione dell'autorità statale che garantisce la qualità generale della formazione sul territorio. Tuttavia bisogna tener conto che le forme di trasmissione del sapere, ad es. nelle tradizioni cristiane, ebraiche ed islamiche, sono molto variate sia al loro interno che tra di loro. Sono tutte davvero compatibili con il principio di un insegnamento accessibile a qualunque individuo indipendentemente dalla sua provenienza culturale? In che modo si può garantire questa compatibilità? Nel secondo caso sono le istanze statali che garantiscono la formazione dell'insegnamento così come avviene per l'italiano, la matematica, la musica. In questo concetto è lo Stato che veglia sulla qualità di un insegnamento descrittivo e analitico che deve astenersi per principio dalla presa di posizione in favore o contro i contenuti trasmessi. In questo caso la formazione di base e continua dei docenti dovrebbe venir regolata come per le altre materie; molto istruttivo potrebbe essere qui il parallelo con la storia e con l'educazione civica.

Nel nostro contesto sociale il fenomeno della secolarizzazione è ben radicato, l'ambito religioso si regola sempre più secondo le leggi simili a quelle del mercato e contemporaneamente le tradizioni religiose dominanti stanno perdendo piede. E' molto positivo che proprio in questo contesto la discussione sull'insegnamento della religione nelle scuole susciti polemiche e dibattiti. Interpreto volentieri queste reazioni come forme di manifestazione di un vivo interesse per la religione, un aspetto affascinante del vivere umano nel passato e nel presente.

Daria Pezzoli-Olgiate,
docente in Scienze della religione all'Università di Zurigo.
Estratto da "Scuola Ticinese" n.259, nov.-dic. 2003.

CH / TICINO – Corsi in comune tra classi di religione diversa. Una proposta islamica

CH13 - Lugano, dicembre 2003. La cosa migliore, quella che noi musulmani preferiamo, "è la possibilità di un insegnamento religioso islamico nella scuola pubblica, come già avviene per i cattolici e i protestanti. Un insegnamento obbligatorio e i cui contenuti dovrebbero essere discussi tra i vari docenti e con lo Stato". Per il rischio che una soluzione con più insegnamenti religiosi confessionali nella scuola pubblica possa contribuire a innalzare i muri tra le varie comunità religiose, proponiamo "corsi in comune tra le varie classi di religione diversa", e altri tipi di incontri interreligiosi a scuola che sarebbero sempre non solo possibili ma anche e soprattutto auspicabili".

In ogni caso però la soluzione proposta dell'iniziativa di Sadis e cofirmatari è sicuramente migliore della situazione attuale, in cui molti giovani ticinesi, cattolici, musulmani o altro, crescono senza insegnamento religioso. Un insegnamento che dovrebbe trasmettere loro valori, etica e rispetto. Un problema che tocca quindi tutti, senza distinzione confessionale e che, secondo me, deve essere affrontato e risolto con la collaborazione di tutte le parti. Una collaborazione che la Comunità Islamica ticinese auspica e vive fin dalla

sua nascita: “dal momento in cui si è formata in Ticino la nostra comunità – con i luoghi di culto a Lugano e Giubiasco e la biblioteca islamica con il suo piccolo locale di preghiera a Chiasso – sono state messe da parte le questioni politiche. Il nostro scopo era ed è tuttora quello di aiutare i nostri membri a inserirsi nella società ticinese, ma anche di far conoscere la nostra cultura e il nostro credo ai ticinesi che lo desiderano”.

E' fondamentale non escluderci, né essere esclusi dal paese in cui viviamo, ricordando che molti di noi qui sono nati e qui vivono, e che alcuni lo considerano ormai il proprio paese. Se vi sarà cooperazione tra i rappresentanti delle varie comunità e religioni presenti nel Ticinese, nonché con le autorità, la società di domani potrà essere multireligiosa e multi-etnica, dove le persone si incontrano e non si scontrano. Proprio per questo, nel caso dovesse venir accettata la riforma dell'art.23 della Legge sulla scuola e si dovesse dar forma e contenuto al programma dell'ora di religione aconfessionale, noi musulmani in Ticino chiediamo che venga richiesta la nostra collaborazione. Esistono però due problemi da risolvere nell'ipotesi di un corso di religione 'laico': i contenuti e gli insegnanti. A riguardo dei contenuti, principalmente per quanto concerne l'insegnamento della dottrina e della storia islamiche, “già attualmente l'islam non viene presentato nei libri di scuola in Ticino in modo corretto, i musulmani conoscitori della dottrina e della storia dell'islam dovrebbero quindi essere consultati per quanto concerne l'insegnamento specifico del nostro credo nell'ambito del corso di cultura religiosa. Il secondo problema, quello degli insegnanti: come saranno formati? Da chi verranno scelti? Chi saranno?...

Hassan El Araby,
rappresentante della Comunità islamica del Canton Ticino.
Estratto da “Scuola Ticinese”, n.259, nov.-dic. 2003.

CH / NEUCHÂTEL – Un programma per l'insegnamento delle culture religiose

CH14 - Neuchâtel, dicembre 2003. Anche nella scuola romanda è in corso un dibattito sulla collocazione dell'ora di religione. Fresco risultato del dibattito è il nuovo programma di culture religiose e umanistiche, proposto per la scuola secondaria neocastellana, entrato in vigore in questo anno scolastico. Ne illustriamo in breve finalità, contenuti e metodologia.

Culture religiose per tutti – Alla base della scelta di Neuchâtel c'è la premessa che le correnti religiose e filosofiche hanno modellato i modi di vita delle società, le idee e le tecniche, nel tempo, per cui conoscere e comprendere i valori e i concetti che esse veicolano è indispensabile per decifrare la storia e l'attualità con il dovuto distacco, per aprirsi alle altre culture rimanendo coscienti delle proprie origini. Di qui la volontà di offrire un insegnamento religioso nella sua diversità e dell'umanesimo nelle sue molteplici sfaccettature, offrendo uno zoccolo su cui l'allievo potrà sviluppare il proprio sapere. Non si tratta pertanto di un'ora di religione separata dal curriculum, né di una materia facoltativa e neppure di una disciplina insegnata da personale con una specifica abilitazione, ma di un corso obbligatorio e integrato dapprima nell'insegnamento della storia, dalla sesta all'ottava classe, e nella nona, abbinato al “seminario di educazione civica”. Non si introduce una nuova materia, ma complementi e approfondimenti di corsi già esistenti.

Obiettivi generali - Ci si prefigge di permettere agli allievi di effettuare un primo 'bagno culturale' comune e globale, senza ambire all'esclusività o voler creare degli specialisti, ma contribuendo a un'apertura e a una riflessione critica sul senso della vita, evidenziando l'universalità dell'interrogarsi degli uomini e la diversità delle risposte a cui approdano. Tutto ciò nel rispetto delle opinioni, delle convinzioni e delle tradizioni degli allievi e delle loro famiglie.

Obiettivi specifici All'interno dello studio della storia dall'antico Egitto ai giorni nostri, il programma propone obiettivi specifici secondo le classi. Nella sesta ad es. si intende lavorare sulla comprensione della differenza tra politeismo e monoteismo. Nella nona ci si prefigge di esaminare con cura alcuni elementi delle grandi religioni orientali, di comprendere le ragioni del successo dell'integralismo e del fondamentalismo e i motivi del fascino esercitato dalle sette.

Metodologie – Per perseguire questi obiettivi ci si avvale di un approccio storico, comparativo e interdisciplinare. La vita religiosa è affrontata, nello studio delle varie epoche, accanto a quella economica, politica, culturale e materiale. All'allievo si chiede di far capo alle sue capacità analitiche e di osservazione, proponendogli confronti di miti e visioni di una religione con quelli di altre, oppure con la quotidianità, ma anche con testi letterari, dipinti e teorie scientifiche. Ai miti delle origini si affianca così la teoria del *big-bang*; ai dieci comandamenti si giustappongono degli articoli del Codice civile svizzero...

Materiale didattico – Il docente dispone di un classificatore con lucidi, fotografie e cartine, accompagnato da fascicoli per gli allievi, che abbina al consueto manuale di storia. Per un approfondimento riceve anche degli indirizzi web e una bibliografia. Queste pubblicazioni, redatte con l'intento di rispettare obiettività,

neutralità e tolleranza delle convinzioni di ciascuno, sono opera di due insegnanti della secondaria coadiuvati da un'apposita commissione. Sarà la concreta esperienza didattica nelle classi che nei prossimi anni permetterà di verificare la validità di questa scelta e di individuare eventualmente gli aggiustamenti che andranno apportati.

Ornella Monti

Bibliotecaria al Centro didattico cantonale.
Estratto da "Scuola Ticinese" n.259, nov.-dic.2003.

ESPAÑA – La LOCE, incluso la nueva materia SCR, entra en vía muerta

ES05 – Madrid, mayo de 2004. El Consejo de Ministros ha aprobado por Real Decreto una medida de paralización de la LOCE (Ley Orgánica de Calidad de Educación*), anunciada incluso antes de que José L.Rodríguez Zapatero hubiese formado gobierno. Esta paralización tendrá una duración prevista de dos años, durante los cuales entran en vía muerta las nuevas medidas que contemplaba la ley aprobada por el PP, con la excepción de los dispuesto con respecto a la gratuidad de la enseñanzas de idiomas, según reconoció la ministra de Educación, María Jesús Sansegundo. De esta manera, se suspende la implantación de la nueva materia Sociedad, Cultura y Religión, y se abre, a partir de junio, un periodo de negociaciones con los agentes educativos que deberá culminar en la redacción de una nueva ley que, según Sansegundo, tardará dos cursos en entrar en vigor.

La decisión del Ministerio ha sido considerada "inoportuna" por la forma y la fecha del curso en que se produce por la Confederación de Centros de Educación y Gestión (EyG). La patronal mayoritaria de la enseñanza privada concertada considera que el PSOE cuenta con el rechazo no sólo de los consejeros de las autonomías que gobierna el PP, "sino con la oposición de gran número de padres, profesores, directivos, organizaciones profesionales y sindicatos de la pública y la privada que han apoyado esta ley".

EyG advierte de que este proceso de paralización y el desarrollo de la nueva ley es muy largo, "va más allá de la actual legislatura, lo que genera gran incertidumbre entre la comunidad educativa". "El caos y la incertidumbre están servidos", afirmó el presidente de EyG, Néstor Ferrera, quien ha lamentado que las actitudes de la ministra "sin consultar previamente cierran la puerta al diálogo y se alejan de un posible pacto escolar". "Nos hubiera gustado que la ministra antes de tomar una decisión como ésta hubiera recibido y escuchado al presidente de YeG, tal como ha echo con dos sindicatos de implantación pública", señaló. Quienes sí demandan ese pacto por la educación en un manifiesto son más de 600 profesores de Religión asturianos, quienes expresan su deseo "de que este asunto deje de ser, de una vez por todas, motivo de conflicto y crispación". Este colectivo, que reivindica la necesidad de la formación religiosa en las aulas "como materia académica fundamental", señala que "no aceptaremos como buena ninguna propuesta legislativa educativa que no cuente con el respaldo y la firma de los principales protagonistas: el Estado, las asociaciones civiles, las confesiones religiosas, los partidos políticos, etc".

J.Lorenzo

Cf. "Vida nueva", 22 de mayo 2004, p.13; "Religión y Escuela", mayo 2004, pp.5-8.

* Carlos Esteban Garcés, *Enseñanza de la religión y Ley de Calidad*, PPC, Madrid 2003, 318 p. Contenidos (índice): 1. La religión en la escuela como cuestión controvertida – 2. La Ley orgánica de calidad de la educación. 3. Nuevo planteamiento educativo sobre el saber religioso en la Ley de calidad. 4. El saber religioso en la escuela. Presupuestos para una identidad. 5. Contribuciones educativas de la enseñanza de la religión. 6. El profesorado de religión. Anexos y Bibliografía.

FRANCE – L'enseignement du fait religieux dans le système éducatif laïque

FR10 - Quelle est aujourd'hui la situation française à l'égard de la prise en compte des religions à l'Ecole ?

Le cadre scolaire de l'enseignement public se définit par la laïcité, il importe d'en rappeler les grands principes. La loi du 28 mars 1882 a supprimé l'instruction religieuse pour la remplacer par l'instruction morale et civique, elle est désormais confiée aux familles et aux paroisses. Mais cette même loi prévoit qu'un jour soit laissé libre dans la semaine, en plus du dimanche, pour permettre aux enfants de suivre le catéchisme en dehors du temps et des lieux scolaires. La liberté religieuse des familles est donc respectée. L'enseignement est confié à un personnel laïque, tenu à la neutralité religieuse et, en tant que fonctionnaire, au devoir de réserve. S'il a droit à la liberté de conscience, il ne doit pas manifester ses convictions devant les élèves. La laïcité se définit donc comme une neutralité, mais également comme un espace de respect des libertés.

Par ailleurs, si les programmes et les manuels doivent être exempts de toute propagande prosélyte et respecter une attitude de neutralité par rapport aux conceptions religieuses ou philosophiques de la vie, il n'est en rien interdit

d'aborder les religions en tant que phénomènes culturels, comment, au demeurant, étudier l'histoire des sociétés et des civilisations ou les grands textes de la littérature sans parler des religions ? C'est justement à partir de la prise de conscience, par différents responsables du système éducatif, du manque de connaissances des élèves pour aborder des œuvres littéraires (Molière, Hugo, Voltaire, Baudelaire), artistiques (peinture mythologique et religieuse, architecture des cathédrales ou musique sacrée de Bach et Mozart) ou philosophiques (Descartes, Kant ...) que s'est ouvert en France, il y a maintenant une vingtaine d'années, le débat sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des questions religieuses à l'École.

L'enseignement du fait religieux - Après de nombreuses hésitations terminologiques, l'expression la plus consensuelle aujourd'hui est celle de « fait religieux », par laquelle il faut entendre la religion comme un fait social, inséré dans un contexte historique et géographique particulier, qui est observable et objectivable, le risque cependant étant de se limiter au seul champ du visible comme par exemple les pratiques religieuses au détriment de la spiritualité qui les nourrit.

Trois principaux enjeux ont été assignés à cet enseignement. Le *premier*, dans le temps, est celui de permettre l'accès au patrimoine culturel et à sa dimension symbolique. Dans une société marquée par les traces d'un passé profondément religieux à travers aussi bien ses expressions artistiques, architecture, peinture ou littérature par exemple, que dans les repères de la vie sociale comme le calendrier, les fêtes ou certaines traditions, il est nécessaire de donner aux élèves des clés de compréhension, de leur faire percevoir leur inscription dans une histoire. Le *second*, devenu le plus important aujourd'hui, est l'éducation à la tolérance, l'École, reflet d'une société pluriculturelle et multireligieuse, doit accueillir de la même façon des enfants d'origines culturelles et confessionnelles variées. Elle est donc un lieu privilégié pour apprendre à se connaître, à se respecter, à dialoguer et à vivre ensemble, la connaissance historique et culturelle des religions peut favoriser cet apprentissage et contribuer à l'éducation à la citoyenneté. Le *troisième* objectif, rendu encore plus aigu par une actualité quotidienne, parfois brûlante depuis le 11 septembre 2001 mais également la seconde Intifada, est de faciliter l'intelligence du monde contemporain, en permettant d'établir une distance vis-à-vis d'événements souvent perçus de façon passionnelle afin de pouvoir les analyser.

Il n'a pas semblé opportun de créer un enseignement spécifique d'histoire des religions dispensé par un spécialiste, ni encore moins un cours de religion comme cela existe dans certains pays européens, mais plutôt d'insister sur l'acquisition des connaissances religieuses dans le champ des disciplines scolaires existantes, principalement l'histoire, le français, la philosophie, les langues et les arts. Une réforme des programmes du secondaire, mise en place ces dernières années, sans apporter de profonds changements, a souligné la nécessité de prendre en compte par exemple la dimension historique des religions juive et chrétienne, d'étudier des documents de nature patrimoniale, littéraires comme la Bible ou architecturaux comme les cathédrales ou les mosquées. Elle a fait également une place à la rencontre des civilisations chrétienne et musulmane dans la Méditerranée au XIIe siècle, outre l'étude de l'islam et des réformes protestantes.

Les défis de cet enseignement - La difficulté essentielle reste celle de la formation des enseignants qui sont en charge de la transmission de telles connaissances. Si des efforts ont pu récemment être accomplis, cette formation demeure cependant limitée, parcellaire et revêt le plus souvent un caractère optionnel. Il apparaît donc nécessaire de la développer.

Par ailleurs, enseigner le fait religieux n'est pas toujours une tâche aisée. Il faut distinguer ce qui relève d'une part de la démarche de foi et d'autre part, du discours scientifique et objectif sur un sujet sensible où certains élèves réagissent parfois vivement à des propos différents de ceux qu'ils connaissent. Il y a tout un travail à opérer de mise à distance de soi afin de permettre de créer un espace de dialogue entre recul critique et sympathie.

La situation française constitue, parmi d'autres, l'un des modes de gestion des relations entre les Etats et les Eglises. Si chaque pays est profondément marqué par son histoire politique, culturelle et religieuse, la conjoncture actuelle caractérisée par une sécularisation croissante de la société et une pluralisation accrue est la même. On peut donc se demander si une réflexion entre différents pays européens pour affronter des défis communs ne serait pas à développer, voire à inventer.

Mireille Estivalèzes

Repères

Roland Campiche (sous la dir.), *La régulation de la religion par l'Etat. Nouvelles perspectives*, « Archives de sciences sociales des religions » 48/121, janv. -mars 2003, CNRS éditeur.

Francis Messner, Pierre-Henri Prélot, J.-M. Woehrling (sous la dir.), *Traité de droit français des religions*, Éd. du Juris-Classeur/éditions Litec, Paris 2003, 1300 p.

René Nouailhat, *Enseigner le fait religieux, un défi pour la laïcité*, Nathan-CRDP Franche-Comté 2003 (chez l'Auteur : 277 rue St Jacques F-75007 Paris - rnouailhat@unapec.org).

Jean-Paul Willaime, *Europe et religions. Les enjeux du XXIe siècle*, Fayard, Paris 2004, pp.377.

« *Le monde des religions* », revue, 5 numéros par an, éditée par Malesherbes éditions, 163 bd Malesherbes, F-75859 Paris cedex 17 - le.monde.des.religions@mp.com.fr

www.education.gouv.fr; www.ladocumentationfrançaise.fr/brp/notices; www.reforme.net; www.la-croix.com

PALERMO - Conclusioni e prospettive dell'XI^a sessione del Forum europeo

IT11 - *I vent'anni di vita del Forum europeo per l'istruzione religiosa nelle scuole (nato a Klingenthal in Alsazia nel 1984) sono stati degnamente coronati dalla Sessione di Palermo, l'undicesima della serie, che ha avuto per tema "Confessioni cristiane, fedi monoteiste ed educazione alla nuova cittadinanza europea". Di seguito riportiamo il testo del comunicato finale in versione italiana. Esistono anche le versioni francese, tedesca, croata e spagnola. Quest'ultima è reperibile in Religión y Escuela, n. 180, mayo 2004, pp. 22-31, che dedica all'evento un'ampia cronaca dei lavori, arricchita dalle sintesi dei principali interventi.*

"Anche le religioni devono imparare a rispettare le regole della democrazia in vigore nelle società civili europee". "Di fronte a un'Europa che si unifica, è paradossale e scandaloso constatare che le Chiese cristiane non sono concordi nemmeno sui fini e sui modi del loro servizio educativo prestato nell'ambito pubblico e laico della scuola". "Lo studio delle tre grandi tradizioni monoteiste – ebraismo, cristianesimo, islam – si impone sempre più come un preciso impegno della scuola nella formazione pubblica di ciascun cittadino europeo". "Prima di pensare a nuovi programmi di cultura religiosa, bisognerà cominciare a formare i nuovi insegnanti. E non senza l'indispensabile apporto delle università statali in materia di scienze della religione". Sono queste alcune delle affermazioni, risuonate nelle dense giornate dell' XI. Forum europeo per lo studio scolastico della religione, tenutosi a Villa Belvedere di Carini (Palermo) dal 14 al 18 aprile.

Una cinquantina di esperti (giuristi di diritto scolastico, filosofi e pedagogisti della religione, formatori di insegnanti di religione), provenienti da una quindicina di paesi, hanno messo a fuoco il problema delle competenze dello stato e delle chiese cristiane in fatto di istruzione religiosa nelle scuole pubbliche d'Europa, anche nella prospettiva del suo imminente allargamento ad altri dieci paesi. Da una parte emerge il bisogno di educare ai valori della "nuova cittadinanza europea" in una società segnata sia da elevati standard di laicità vissuta, sia da un multiforme pluralismo etico e religioso; dall'altra, cresce l'impotenza delle confessioni cristiane a gestire nello spazio pubblico della scuola un pertinente insegnamento critico della propria tradizione, che non risulti né riduttivo dei diritti all'istruzione religiosa di tutti i cittadini, né discriminante nei confronti delle diverse e legittime appartenenze confessionali; d'altra parte ancora, appare ormai ineludibile, per la generalità dei sistemi educativi europei, un approccio organico, contestuale e non strumentale, alle tre grandi tradizioni monoteiste abramitiche viste nella loro asimmetrica e irriducibile specificità, ma suscettibili oggi di una elaborazione pedagogica scolastica che rispetti a un tempo sia la parità dei diritti religiosi di ciascuna tradizione, sia le regole comuni della convivenza democratica.

In particolare, dal dibattito tra i Relatori e tra questi e l'Assemblea, sono emersi tra altri alcuni forti imperativi che incombono, oggi più di ieri, sui soggetti collettivi dell'educazione scolastica:

- i *genitori* devono poter far valere il loro diritto – già riconosciuto da diverse Costituzioni nazionali e dall'attuale progetto di Costituzione europea – a "una istruzione scolastica in corrispondenza alle proprie convinzioni religiose, culturali e pedagogiche";
- lo *stato* deve garantire le condizioni perché ogni cittadino – che si riconosca in una tradizione religiosa o in nessuna - possa ricevere dalla scuola una pertinente offerta culturale per affrontare con sufficiente competenza critica il problema religioso;
- le *chiese cristiane* e le altre organizzazioni religiose operanti sul territorio europeo hanno il diritto di negoziare le condizioni di una collaborazione con i sistemi educativi nazionali o locali ai fini di offrire una proposta educativa, anche confessionalmente orientata, ma rispettosa della natura laica, pluralista e democratica della scuola pubblica;
- la *scuola pubblica*, da parte sua, deve poter elaborare in termini curricolari di "cultura e competenza religiosa" quello che persone e comunità vivono in termini di credo e di vissuto religioso; suo compito è non solo descrivere oggettivamente e far studiare il fenomeno religioso come tale, ma diventare un "laboratorio di educazione alla pace, mettendo a confronto universi simbolico-religiosi diversi tra loro e per questo potenzialmente conflittuali".

Tra gli atti formali l'Assemblea degli iscritti ha proceduto, a norma di statuto, alla elezione del nuovo segretario nella persona del prof. Johann Hisch, direttore dell'Istituto superiore di Religionspädagogik di Vienna, città che è stata scelta per ospitare il Forum 2006. L'Assemblea ha anche proposto una 'rosa' di temi, tra i quali il Comitato direttivo sceglierà e definirà quello che sarà oggetto di studio nel Forum 2006; e ha accolto con pieno favore l'invito del presidente della ICCS (Intereuropean Commission on Church and School), prof. Peter Schreiner, a intensificare in futuro i rapporti di reciproca collaborazione tra il Forum e la ICCS e altri organismi europei operanti in ambito di educazione religiosa.

ITALIA - Problemi e riflessioni dopo la conquista del ruolo

IT12 - Nel luglio dello scorso anno una legge ha istituito il ruolo per gli Insegnanti di Religione cattolica (cfr. EuForNews IT01, n. 1/2003, p. 5; IT04, n.3/2003, p. 13). Si è trattato di un passo importante perché abbiamo ottenuto la stabilizzazione del posto di lavoro. L'Insegnamento della religione cattolica, però, rimane con gli stessi problemi di prima.

La conquista successiva dovrà essere l'obbligatorietà di **attività alternative** per chi non si avvale dell'Insegnamento della religione cattolica (sul modello spagnolo), per i motivi che seguono:

- dopo l'11 settembre 2001 e l'11 marzo 2004 non è più possibile ignorare le religioni e le culture religiose del mondo;
- per capirsi e per capire il mondo è fondamentale confrontarsi con le prospettive di sintesi sulla vita secondo le religioni e secondo le prospettive laiche e ateistiche;
- perché per capire il mondo (i mondi, meglio) nel quale viviamo è oggi indispensabile capire le culture religiose che ispirano le diverse società mondiali e le prospettive etiche che le caratterizzano.

Si dovranno studiare le culture religiose: non basterà più discuterle, anche se la didattica della discussione, come specifica soprattutto (ma non solo) dell'Irc, non dovrà assolutamente essere lasciata cadere. Dovrà essere recuperata secondo una logica soprattutto interdisciplinare.

Dovranno essere studiate le cinque grandi religioni mondiali (ebraismo, cristianesimo/î, islam, induismo e buddismo) senza dimenticare le religioni occidentali antiche, che consentono di comprendere meglio il testo biblico e le arti (occidentali).

Quali le **ricadute** di tutto ciò nell'Irc attuale, e quindi nei programmi che dovranno essere definiti a seguito della riforma della scuola? Ne indico alcune:

1. apertura consistente alle religioni antiche
2. apertura consistente alle cinque grandi religioni
3. analisi/studio delle questioni per problemi, cogliendo aspetti fondamentali delle singole religioni in relazione con l'esperienza dell'uomo (e degli alunni in particolare) secondo prospettive di taglio antropologico.

Ne conseguono alcuni **problemi** sui quali è doveroso riflettere sul piano teorico e didattico:

- Perché per studiare il cristianesimo cattolico occorre avere una idoneità (rilasciata dall'autorità ecclesiastica), e per studiare le altre religioni invece è (necessario) prescindere?
- Una loro analisi – presentandole per quello che sono e senza tradirle – è fondamentale, così come è fondamentale conoscere il cristianesimo per rendere possibile un confronto serio, educativamente e didatticamente spendibile. La teologia delle religioni può fornire qualche indicazione positiva a partire dal principio della libertà dello Spirito di soffiare dove vuole, insieme alla prospettiva didattica del cammino formativo e progressivo dell'allievo verso sintesi personali liberamente acquisite.
- Lo studio dell'ateismo e delle prospettive elaborate dall'uomo nel corso dei secoli – senza fare ricorso a nessuna realtà superiore – presuppone un approccio rispettoso e non svalutante della ricerca umana e solamente umana.
- Il confronto, inevitabile sul piano della proposta didattica, pretende che le religioni viventi siano poste in dialogo senza presupporre – dal punto di vista della ricerca di una sintesi personale e libera dell'allievo – alcuna priorità se non quelle legate al contesto socio-culturale di appartenenza. Il problema consiste nell'evitare il rischio del relativismo, favorendo nell'allievo la maturazione dell'esigenza di una ricerca originale di sintesi propria (perché personale) come obiettivo e premessa per elaborazioni personali sulla propria esistenza.
- Il piano dell'esperienza personale, che consente di recuperare la dimensione della testimonianza di fede dell'Idr nel rispetto della laicità dell'ambiente scolastico, può essere una pista di riflessione interessante perché consente di recuperare il piano culturale/religioso e il piano della scelta libera in coscienza. In questa linea si aprono prospettive interessanti per confronti e discussioni nelle classi, spendibili anche nelle attività integrative previste dalla riforma della scuola italiana (L. 53/2003).

Sergio De Carli

ITALIA – La riforma scolastica nelle aspettative dei vescovi

IT13 - Roma, maggio 2004. *Il comunicato finale della 53ma Assemblea generale dei vescovi italiani (Roma, 17-21.5.2004) riserva quest'anno un'attenzione particolare al problema della scuola pubblica sotto riforma e, al suo interno, al rinnovo dei programmi di religione e al ruolo dell'insegnante.*

[...] Sul versante della scuola i vescovi hanno preso in esame alcuni aspetti della riforma del sistema nazionale di istruzione e formazione, evidenziando i conseguenti impegni per la comunità ecclesiale, che esigono il potenziamento degli uffici diocesani di pastorale della scuola. Il riscoperto primato dell'educazione

come risposta ai mutamenti sociali e culturali in corso motiva ulteriormente i cristiani a essere presenti con il loro apporto originale nella scuola, valorizzando gli spazi di responsabilità nel territorio che l'autonomia consente. A sostegno di tale presenza andranno costituiti a livello regionale 'laboratori di pastorale dell'educazione e della scuola', luoghi di elaborazione e di qualificazione di proposte formative, collegati alle consultazioni regionali e diocesane della pastorale scolastica. Il nuovo profilo dell'istruzione e della formazione professionale, delegata peraltro totalmente alle regioni, richiede poi che in ciascuna di esse venga attivato un gruppo di lavoro incaricato di raccordare la pastorale della scuola e la pastorale del lavoro e di interloquire con i rispettivi assessorati regionali e con le direzioni generali degli uffici scolastici regionali. Inoltre, il riconoscimento dell'importanza della funzione docente spinge a ripensare e rilanciare il ruolo delle associazioni professionali di ispirazione cristiana, in particolare l'Uciim e l'Aimc, che vanno sostenute e incoraggiate nel loro prezioso servizio. Pari cura andrà riservata alle associazioni di famiglie che operano nell'ambito scolastico. La particolare attenzione ai contenuti culturali, affidata alla responsabilità educativa di ogni scuola, evidenzia l'urgenza di una loro elaborazione di alto profilo, per un approfondimento delle questioni epistemologiche e didattiche più significative alla luce dell'antropologia cristiana. Un contributo in tal senso sarà dato dal prossimo Forum europeo sull'educazione, che si svolgerà dal 1° al 4 luglio, promosso dalla Commissione episcopale per l'educazione, la scuola e l'università.

In riferimento al riconoscimento della libertà di educazione, i vescovi hanno ribadito che l'autonomia e la parità scolastica sono valori per tutta la società italiana, ed essenziale diritto democratico di tutti. Auspicano che i diversi provvedimenti in tale settore possano giungere a una sostanziale efficacia giuridica ed economica, così da rispondere alle esigenze e alle attese delle famiglie e della scuola paritaria.

In questo contesto di riflessione sulla scuola, è stato fatto cenno anche al concorso per l'immissione in ruolo degli insegnanti di religione, di cui nel mese scorso si è svolta la prima prova, come pure all'elaborazione degli "Obiettivi specifici di apprendimento della religione cattolica per il primo ciclo scolastico (scuola dell'infanzia, scuola primaria e scuola secondaria di primo grado)". I vescovi, mentre seguono con fiducia questi passaggi, ribadiscono il valore di questa disciplina per la formazione delle nuove generazioni e riconoscono negli insegnanti di religione una risorsa per la società e per la chiesa, esprimendo gratitudine e fiducia per il loro servizio e invitando ad una sempre più attenta qualificazione ecclesiale e professionale" [...] (CEI, *Comunicato finale*, n.7, da "Il regno-doc." 11/2004, 359-360).

LITUANIE – Situation de l'enseignement religieux scolaire: l'évolution récente

LT01 - Vilnius, avril 2004. Au temps de Gorbachov en Lituanie s'est formé le Mouvement de Renaissance et en 1988 la possibilité s'est trouvée de parler plus courageusement de l'enseignement de la religion à l'école. Depuis 1989 déjà on a introduit dans quelques écoles des cours de religion en tant qu'occupation facultative sous la conduite de professeurs volontaires. En 1990, d'après la loi de l'instruction de la République de Lituanie redevenue indépendante, on a réintroduit dans les programmes la discipline de la « formation honnête » (=religion ou éthique). Alors on pouvait se servir seulement du ...raisonnement. Du programme et des manuels de l'ER d'avant-guerre. Il n'y avait pas de matériel d'enseignement, ni de professeurs qualifiés. Tout de suite on s'est mis à organiser des cours catéchétiques, et des centres de formation sont nés qui se sont donné beaucoup de peine pour préparer les professeurs de religion, les qualifier, leur donner une éducation morale ainsi qu'une capacité méthodologique. Le centre national, coordonnant les centres catéchétiques diocésains, a organisé de séminaires de formation auxquels étaient invités des pédagogues de la religion de Pologne, d'Allemagne, d'Autriche, d'Ecosse, des USA, et des spécialistes français de catéchétique. On a ensuite institué les écoles supérieures qui préparent les théologiens et les professeurs de religion à Vilnius, à Kaunas, à Kretinga. La conférence épiscopale a rassemblé la commission de l'instruction, qui s'occupait de la préparation et publication du matériel didactique, des programmes et des manuels.

Les cinq premières années d'ER a été le temps de l'enthousiasme et de l'épreuve. On utilisait dans les classes les manuels d'ER d'avant la guerre, manuels traduits et adaptés venant d'autres pays (par ex., *Je crois*, en 5 volumes, d'Italie; *la foi et la vie*, d'Autriche). En 1994 on a élaboré le programme national commun pour l'enseignement de la religion catholique. Ce programme a été inséré au projet des programmes pour les écoles du développement commun. Alors la réforme scolaire a pu commencer en Lituanie. On cherchait les moyens pour s'intégrer dans le processus commun de l'instruction scolaire. En 1998 ce programme fut officiellement confirmé. D'où les nouveaux manuels rédigés cette fois par des auteurs lituaniens. Des recherches ont débuté pour comprendre comment faut-il communiquer l'Evangile aux jeunes. Au début ces recherches étaient inspirées plutôt à une pédagogie de la transmission, on s'appuyait plus sur les principes de la catéchèse, on s'appliquait à analyser aussi les questions de la vie sociale. Tel était le commencement. Il fallait s'enraciner davantage dans le réel de la société et dans l'Eglise de Lituanie. En 1999 les écoles catéchétiques diocésaines ont été fermées, la préparation des professeurs de religion étant assurée et concentrée au collège des études religieuses de Kaunas, dont les titres académiques sont validés par le Ministère de l'Instruction publique et de la Science. On a ainsi procédé à

reformer et égaliser les curricula de formation des professeurs de religion, en donnant la priorité aux matières fondamentales et les développant d'après le système pédagogique scolaire.

Après une décennie d'ER, en l'an 2000, nous avons pu regarder plus franchement et plus en profondeur les nécessités et les défauts de cet enseignement. L'affaiblissement de l'intérêt des jeunes vers la religion nous a obligé à améliorer la qualité de notre pédagogie et à chercher de nouveaux chemins. On a vite réalisé que le milieu scolaire n'est pas toujours à même d'inspirer la foi des élèves et de fournir les bonnes conditions pour les préparer à la vie sacramentelle. Les cours, qui restent souvent des monologues, n'encouragent pas la réflexion personnelle de l'élève, et les questions du sens sont bloquées au départ. On en est arrivé à la conviction que la classe scolaire, telle qu'elle se vit aujourd'hui chez nous, n'est pas faite pour apprendre en communauté à prier, s'approcher de Dieu, s'initier à la foi, se préparer aux sacrements... Aujourd'hui l'école en Lituanie fait son possible pour former l'individu actif et performant, prêt à entrer dans le processus novateur de la société de production. Les théories pédagogiques actuelles soulignent la priorité de la compétence de l'individu dans la vie civile et professionnelle. Il s'ensuit que l'orientation antécédente de l'ER ne correspond plus aux nouvelles demandes de l'instruction de Lituanie, ni aux buts de l'évangélisation. Par ailleurs, le Directoire général de la catéchèse le rappelle : les buts et la méthode de l'ER à l'école est le dialogue, l'échange sur les faits et les problèmes d'actualité, l'intégration du savoir religieux dans les autres savoirs disciplinaires...

Un point est heureusement acquis aujourd'hui : notre conférence épiscopale a approuvé le document qui dessine les jalons pour l'ER scolaire d'une part, et de la catéchèse paroissiale de l'autre. Les évêques qualifient ces deux domaines de l'éducation religieuse comme deux sphères spécifiques et différentes, elles ne sont pas interchangeables. On a ainsi acquis une nouvelle direction claire pour l'ER. Une nouvelle équipe d'experts est au travail pour préparer les nouveaux programmes. On s'attend qu'ils puissent répondre aux finalités de l'éducation scolaire, aux buts de formation humaine et chrétienne des jeunes, et aux attentes éthiques de la société séculaire. Le but déclaré du cours d'ER est : aider les jeunes à connaître les valeurs chrétiennes et les encourager à y fonder leur vie personnelle et civile. Le contenu de l'ER pourrait aider l'élève croyant, l'incroyant et le douteux à répondre aux questions existentielles, culturelles, éthiques, sociales. Les cours encouragent la coopération œcuménique et le dialogue interreligieux. Ces accents sont nouveaux dans notre ER : c'est pour cela que l'Eglise de Lituanie, les professeurs de religion et la société elle-même ont besoin de supports efficaces et variés.

Giedre-Rita Rugeviute

MALTA – L'enseignement du fait religieux, voie d'éducation à la tolérance

MT01 - « Religion et éducation : la possibilité de développer la tolérance par l'enseignement du fait religieux » : *tel était le sujet du Séminaire européen organisé conjointement par le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, M. Alvaro Gil-Robles, et la Fondation des études internationales de l'Université de Malte, qui s'est tenu à La Valette, Malte, les 17 et 18 mai 2004, avec le concours d'une cinquantaine d'experts invités pour représenter les Confessions religieuses chrétiennes, juive et musulmane, les courants philosophiques, les instances des Ministères de l'éducation des différents Pays, les compétences scientifiques en droit civil et canonique, en sciences religieuses et pédagogiques. Le Président du Forum européen de l'enseignement religieux avait été également invité et a participé aux débats. Le Séminaire s'est achevé, à la présence du Président de la République de Malte, par la lecture de ce texte de Conclusions.*

« Le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, dans le cadre du travail entamé à Syracuse en 2000, poursuivi à Strasbourg en 2001 et à Louvain-la-Neuve en 2002, avec pour objectif de mener un dialogue avec les représentants des religions monothéistes sur les principales questions de société posées au sein des Etats membres, a décidé cette année d'approfondir la réflexion commencée à Louvain-la-Neuve, à propos du rôle primordial de l'éducation dans la formation des citoyens de demain.

Le Commissaire et les participants appartenant aux principales religions monothéistes, à des administrations des Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'au monde académique expriment leur reconnaissance à la Fondation pour les études internationales de l'Université de Malte pour son accueil chaleureux et attentionné et pour avoir permis la conduite des travaux de la conférence dans une atmosphère libre et constructive.

Les principales discussions du séminaire se sont concentrées sur les sujets liés aux relations entre le monde de l'éducation et le monde religieux ainsi que sur les efforts mutuels qu'ils entreprennent pour développer la tolérance par la connaissance au sein de nos sociétés post-modernes.

Il est ressorti des discussions qu'à l'heure actuelle nos sociétés sont de plus en plus confrontées à une inculture généralisée qui frappe avant tout la jeune génération des Etats européens à un niveau inégal, ce qui donne un effet quasi immédiat sur l'état de santé de la société. En effet, il apparaît que les institutions religieuses ont cessé de transmettre la culture religieuse aux nouvelles générations : l'effet de la sécularisation aurait provoqué un effondrement de la transmission traditionnelle. La transmission du sacré et de la culture ont en effet longtemps été liées. Parallèlement, nous avons assisté à l'affaiblissement de la culture générale.

Dès lors, il a été avancé qu'il serait impératif de retrouver la culture générale, dont la culture religieuse est partie intégrante. Pour ce faire, il faudrait confier cette mission à la seule institution capable de remplir ce rôle au sein de nos sociétés. Il s'agit bien évidemment des écoles - qu'elles soient publiques ou privées.

Il a été affirmé que l'école est le lieu privilégié de la transmission collective de la tradition culturelle dans sa pluralité. Mais pour autant, l'école n'a pas le monopole de cette retransmission. En même temps, si l'Etat confie cette mission à l'école, encore faudrait-il se munir des moyens et des méthodes nécessaires et suffisants pour la mettre en œuvre avec succès.

Dans ce contexte, il a été rappelé qu'il est impossible de réduire toutes les histoires particulières à une approche unifiée. En effet, et tel que souligné par plusieurs participants, la composante nationale et traditionnelle demeure précieuse pour la réappropriation des mémoires religieuses.

Dès lors se pose la question du contenu et des méthodes d'un tel enseignement. Si l'enseignement religieux devait revenir exclusivement aux religions, il appartient par contre à l'école, qu'elle soit publique ou privée, de faire porter son enseignement sur les autres aspects de la dimension religieuse, tel que l'histoire, l'éthique, la philosophie, les expressions artistiques, la littérature et les formes d'organisations sociales. Certaines de ces disciplines permettent d'appréhender le fait religieux tel qu'il est vécu subjectivement par ses fidèles.

En outre, il a été souligné qu'il existe aussi une troisième voie – celle de la mise en évidence de valeurs et de sagesse universelles dont chaque religion est porteuse à sa manière. Ce terrain devrait constituer également un lieu de rencontre et de dialogue privilégié, en harmonie et dans le respect des droits de l'homme.

Lors de la discussion qui a suivi ces constatations, les participants ont exprimé une opinion qu'il serait important d'approfondir, l'idée de la création d'un lieu commun de rencontre et d'échange d'expériences en matière spécifique de formation dans lequel pourrait se développer une méthodologie consacrée à l'intégration de la dimension religieuse dans l'enseignement général, tel qu'il a été suggéré à Louvain-la-Neuve. Cette dimension devra également placer le concept des droits de l'homme au centre de l'enseignement religieux dont l'un des buts principaux est de favoriser la tolérance parmi les futurs citoyens européens.

A cette fin, il a été proposé de constituer un groupe de travail visant à étudier les modalités de la future mise en place d'un Institut international de coopération sur l'enseignement religieux à l'école et son mandat. Les participants ont encouragé le Commissaire aux Droits de l'Homme à promouvoir cette initiative, ce qui a été accepté. Par ailleurs, il a été souligné que le rôle du Conseil de l'Europe reste primordial dans ce domaine de grande importance pour assurer le respect effectif des droits de l'homme en Europe ».

• www.commissioner.coe.int

PORTUGAL - Nota breve sobre o EMRC

PT03 – 1. Alterações legislativas - Até 2001, a disciplina de Educação Moral e Religiosa Católica (EMRC) integrava-se no *plano geral do currículo*, na Área de Formação Pessoal e Social, como disciplina *optativa*. Na prática, acabava por ser *facultativa*, uma vez que a disciplina alternativa de moral laica "Desenvolvimento Pessoal e Social" funcionava em muito poucas escolas. Agora, é facultativa e enquadra-se nos "projectos e actividades que contribuam para a formação pessoal e social dos alunos".

Ensino Básico (2º e 3º ciclo) - Assim, o *Decreto-Lei n. 6/2001*, de 18 de Janeiro (que aprova a reorganização curricular do ensino básico) estabelece no art.5, n.5, que: "*As escolas, no âmbito da sua autonomia, devem desenvolver outros projectos e actividades que contribuam para a formação pessoal e social dos alunos, nas quais se inclui, nos termos da Constituição e da lei, a Educação Moral e Religiosa, de frequência facultativa*". No Anexo II e Anexo III, respectivamente para o 2º e 3º ciclo, a EMRC está

integrada na *Formação pessoal e social*, como “disciplina de frequência facultativa”, com a carga horária de 0.5 (45 minutos).

Ensino Secundário - O *Decreto-Lei n. 7/2001*, de 18 de Janeiro, aprova a revisão curricular do ensino secundário. O n. 5 do art. 5 tem a mesma redacção do Decreto-Lei n. 6/2001. Nos Anexos I e II, a *Educação Moral e Religiosa* está integrada na *Formação pessoal e social*, como “disciplina de frequência facultativa”, com a carga horária de 1.5 (120 minutos). (Nota: esta legislação entrou em vigor progressivamente a partir de 2002-2003). Entretanto, este último *Decreto-Lei n. 7/2001* acaba de ser revogado pelo *Decreto-Lei 74/2004*, de 24 de Março. Este decreto, que altera o desenho curricular do ensino secundário, estabelece o seguinte a respeito do ERE: “A matriz curricular dos cursos científico-humanísticos, dos cursos tecnológicos e dos cursos artísticos especializados, com excepção do ensino recorrente, integra a disciplina de Educação Moral e Religiosa de frequência facultativa”. A carga horária passa a ser de 1 (90 minutos).

Ensino Básico (1º ciclo) - Neste momento, existe um contencioso entre a Igreja e o Ministério da Educação (ME). Desde o ano lectivo de 2002-03, que o ME retirou a Educação Moral e Religiosa do horário semanal de 25 horas, apesar de estar consagrada como “disciplina curricular”, passando a ser dada numa 26ª hora, num período decidido pela escola. A consequência tem sido a diminuição na frequência da disciplina, na ordem das dezenas de milhares de alunos. Em 2001, venderam-se 97.000 livros de texto para os alunos, enquanto que, neste ano lectivo, se venderam apenas 32.200 (Cf. *Expresso*, 06/03/04, p.12).

Ensino Pré-escolar - Não existe qualquer legislação sobre o ER para esta idade. Ele existe geralmente nas escolas católicas. Nas escolas estatais, depende das convicções dos educadores.

2. Programas - O Secretariado Nacional da Educação Cristã (SNEC) procede neste momento à revisão dos programas da disciplina de Educação Moral e Religiosa Católica, elaborados em meados da década de oitenta e com uma vertente catequética.

Miguel Ângelo Gomes

BREVI ? EN BREF ? EN BREVE ? KURZNACHRICHTEN ? NEWSFLASHES

BARCELONA – [ES06] The Parliament of the World's Religions is an international interreligious gathering to be held in Barcelona, July 7-13, 2004. From the Program: “All people of faith, spirit and goodwill are welcome to encounter the vast diversity of the world's religious, spiritual, and cultural traditions, to listen to each other with open hearts and open minds, to dialogue for mutual understanding, to reflect on critical issues facing the world, to celebrate the richness of our spiritualities, and to commit to discovering and creating new pathways to peace”. See: www.cpwr.org; Info: info@cpwr.org.

BERNA – [CH15] *Stato e religione in Svizzera – lotte per il riconoscimento, forme di riconoscimento*, è il titolo dello studio (110 pagine) preparato dalla Commissione federale contro il razzismo (CFR), al fine di rispondere senza discriminazioni alle sfide della emergente società multireligiosa. Prendendo spunto dalle revisioni costituzionali in corso in vari Cantoni, la CFR ha voluto far conoscere la propria posizione dichiarandosi favorevole a una generale parificazione giuridica e di trattamento di tutte le comunità religiose presenti in Svizzera. Essa appoggia ogni misura volta a promuovere, di diritto e di fatto, tale parificazione. Tra queste misure, i dispositivi già in atto in diversi cantoni per l'equiparazione di trattamento nell'insegnamento religioso scolastico, che da mono- o bi-confessionale, e facoltativo, tende in alcuni casi a diventare transconfessionale e obbligatorio per tutti gli alunni.

LISBOA – [PT04] Il 18 maggio 2004 è stato firmato il nuovo Concordato tra Santa Sede e Portogallo. L'art.19 definisce le condizioni dell'insegnamento della religione nelle scuole pubbliche. Dice l'articolo, composto di 5 commi: 1. *A República Portuguesa, no âmbito da liberdade religiosa e do dever de o Estado cooperar com os pais na educação dos filhos, garante as condições necessárias para assegurar, nos termos do direito português, o ensino da religião e moral católicas [ERMC] nos estabelecimentos de ensino público não superior, sem qualquer forma de discriminação.* 2. *A frequência do ERMC depende de declaração do interessado, quando para tanto tenha capacidade legal, dos pais ou do seu representante legal.* 3. *Em nenhum caso o ERMC pode ser ministrado por quem não seja considerado idóneo pela autoridade eclesiástica competente, a qual certifica a referida idoneidade non termos previstos pelo direito português e pelo direito canónico.* 4. *Os professores de ERMC são nomeados ou contratados, transferidos*

e excluidos do exercicio da docência da disciplina pelo Estado de acordo com a autoridade eclesiástica competente. 5. É da competência exclusiva da autoridade eclesiástica a definição do conteúdo do ERM, em conformidade com as orientações gerais do sistema de ensino português.

LONDON - [UK05] Il 7 aprile scorso il Consiglio islamico inglese ha avanzato una proposta per rimuovere gli stereotipi negativi che circolano nelle scuole inglesi riguardo all'islam. Il Consiglio ha anche proposto lo schema di quattro volumi, con i quali presentare d'ora in avanti la storia e la teologia dell'islam nelle scuole primarie e secondarie inglesi.

MILANO – [IT14] E' in preparazione per il 3-5 settembre prossimo un convegno internazionale di studio dedicato alle cosiddette 'università di tendenza', cioè a quegli atenei, facoltà o istituti di istruzione superiore, pubblici o privati, di qualunque tipo disciplinare, che siano caratterizzati da uno specifico orientamento di natura filosofica o religiosa. L'incontro tra rettori e docenti provenienti da tutta Europa, si inquadra in un più vasto progetto che intende individuare e incrementare il contributo che queste istituzioni di ricerca e insegnamento offrono alla diffusione dei valori fondanti la società europea, quali il pluralismo, la tolleranza, la giustizia, la solidarietà, la non discriminazione.

MOSCA – [RU01] Un accordo per l'insegnamento della religione cristiana ortodossa nelle scuole è stato siglato a fine marzo tra il governo russo e il Patriarcato di Mosca. D'ora in poi, in tutte le scuole pubbliche saranno previste due ore settimanali di studio di tale materia, benché facoltativa e presentata però dal punto di vista "culturale", cioè non strettamente confessionale. Il compromesso è stato raggiunto dopo mesi di dibattiti e di opposte polemiche. Il ministro dell'istruzione Andrei Fursenko ha annunciato futuri accordi anche con i leader delle altre fedi presenti sul territorio: musulmani, ebrei, buddisti.

PARIS – [FR11] Droits et devoirs des cultes en 1300 pages. Un premier traité de droit français des religions dresse un inventaire extrêmement précieux de la législation et de la jurisprudence liées aux activités et pratiques religieuses en France. La question du port des signes religieux à l'école est ainsi très clairement expliquée. Du respect des fêtes au sein de l'entreprise à l'exercice de l'autorité parentale en matière de religion, des atteintes aux convictions religieuses à la place des cultes dans les médias publics, l'ouvrage explore toutes les branches du droit, fiscal, pénal, administratif ou civil. Au-delà du cas français, le traité analyse les différents régimes des relations entre Etat et religions en Europe. (*Traité de droit français des religions*, sous la dir. de F.Messner, P.-H.Prelot et J.-M.Woehrling, éd.Litec, Paris 2004, 99 €).

PARIS – [FR12] Maurice Borrmans, prêtre des Pères blancs, professeur au Pontificio Istituto di Studi Arabi e Islamici (PISA) de Rome, sollicité par le journaliste Henri Tincq sur le problème du dialogue interreligieux, a ainsi souligné l'importance d'une information critique sur le fait religieux, à assurer par l'école et les medias : « [...] Je voudrais qu' une *science des religions* permette à tous, à travers l'enseignement scolaire et l'information médiatique, de dépasser le 'choc des ignorances' et d'avoir une connaissance objective, scientifique et sympathique de l'expérience spirituelle des uns et des autres. Puis-je alors souhaiter qu'on passe, dans certains pays, d'une 'laïcité a-religieuse' à une laïcité 'pluri-religieuse' ? Pour moi, tout en respectant la spécificité de leurs théologies, chrétiens et musulmans pourraient dépasser le 'choc des anthropologies' et redécouvrir, en amont de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Loi islamique, ces valeurs fondamentales que sont la personne, la religion, l'économie, la culture et la famille » (dans *Le Monde des Religions*, n.5, mai-juin 2004, p. 26).

ROMA – [IT15] Concluse le prove scritte per il primo concorso a cattedra degli insegnanti di religione, sono in corso i colloqui orali per gli oltre 21mila candidati, dei quali circa 15mila, superata la selezione, entreranno in ruolo dal prossimo anno scolastico. E' la prima volta che in Italia viene bandito un concorso per questa categoria professionale. Finora gli insegnanti di religione cattolica – laici e soprattutto laiche per oltre l'80% - venivano assunti con un contratto simile a quello dei supplenti.

ROMA – [IT16] Un Simposio europeo sul tema dell'educazione – *Le sfide dell'educazione: recuperare, promesse, impegni* - è organizzato dal CCEE (Consiglio delle conferenze episcopali europee) e dalla COMECE (Commissione degli episcopati della Comunità europea), in collaborazione con la CEI (Conferenza episcopale italiana) nei giorni 1-4 luglio 2004 a Roma. Relazioni e dibattiti verteranno, tra l'altro, su educazione e manipolazione, educazione e lavoro, intercultura e costruzione dell'identità.

ROMA - [IT17] In occasione dell'adesione di altri paesi membri all' Unione Europea, si vanno moltiplicando le pubblicazioni divulgative o scientifiche che invitano a leggere con appropriati strumenti critici, soprattutto dal punto di vista culturale ed etico-religioso, l'evoluzione del Continente. Tra i numerosi titoli più recenti, in italiano, stanno avendo successo: Romano Guardini, *Europa. Compito e destino*, Morcelliana, Brescia 2004; Ludmila Grygiel, *San Benedetto, il primo europeo*, Cantagalli, Siena 2004; Falk Pingel (ed.), *Insegnare l'Europa. Concetti e rappresentazioni nei libri di testo europei*, Ed.Fondazione Giovanni Agnelli, Torino 2003; Alberto Melloni, Janet.M.Soskice (edd.), *Ri-pensare l'Europa*, numero 2/2004 della rivista internazionale di teologia "Concilium", Queriniana, Brescia.

*****SOUTHWARK/KENT** – [UK06] An advertisement from “The Tablet”, 19 June 2004: “Archdiocese of Southwark – St Columba’s Catholic Boys’ School, Halcot Avenue, Bexleyheath, Kent DA6 7QB. Email: hevitt.st-columbas-bsch.bexley.lgfl.net, tél. 01322 553236, fax 01322 522471 - Teacher of Religious Education, Main Scale + OLW: required for January 2005 or sooner, if possible, an enthusiastic classroom teacher able to contribute to the Catholic ethos of this expanding and popular boys’ school. The Governors wish to appoint a committed Christian teacher who is also committed to raising achievements. The school was judged by a recent OFSTED report to be “a good school with an ethos conducive to teaching” – This would be a suitable post for an NQT who would receive significant support on their appointment – Please contact the school for an application form and further details – Closing date for application: Friday 2 July 2004”.

Il prossimo numero, EuForNews n.6, verrà inviato il 30 settembre 2004.

*Se non desidera ricevere i prossimi notiziari trimestrali, favorisca segnalarlo per e-mail. Grazie
Si vous ne souhaitez plus recevoir ces bulletins en avenir, svp., faites-nous signe par courriel. Merci
Si no desea seguir recibiendo este boletín trimestral, por favor indíquemelo por e-mail. Gracias
If you no longer wish to receive this Newsletter, please let us know by sending us an e-mail. Thank you
Wenn Sie nicht mehr wünschen diesen Newsletter zu erhalten, schicken Sie eine e-mail. Danke !*